



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 5 octobre 2020

## Annonces du gouvernement : à l'école, la politique de l'autruche

Ce lundi, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures pour Paris et la petite couronne qui passent en zone d'alerte maximale, après Aix-Marseille et la Guadeloupe. Ces mesures concernent un volet assez large d'activités de consommation et de loisir (restaurants, sports, initiatives publiques ou privées). Dans l'enseignement supérieur, les amphithéâtres des universités situées dans des zones d'alerte renforcée et maximale ne pourront pas être remplis à plus de 50%. En revanche, elles laissent en-dehors de toute restriction les transports en commun, le monde du travail, mis à part une allusion au fait de privilégier le télétravail, et l'enseignement scolaire. En ne touchant pas aux entreprises et aux écoles, la logique du gouvernement est de nouveau claire et assumée : il s'agit de restreindre tout ce qui peut l'être, sans toucher à l'économie. Il s'agit principalement de préserver à n'importe quel prix les profits des capitalistes au détriment de la santé de la population.

Pourtant, nous savons maintenant que plus d'un tiers des clusters concernent les établissements scolaires et les universités. Au vu de l'attitude de l'administration consistant, aux différents échelles, à minimiser les chiffres de contamination, il est raisonnable d'estimer que le pourcentage est même plus élevé.

Nous pouvons d'ores et déjà pointer la responsabilité de cet état de fait : le ministère n'a rien fait pour préparer correctement cette rentrée, ni sur le plan des moyens indispensables pour baisser les effectifs, ni sur le plan de la gestion de la crise sanitaire et notamment celle des cas de Covid-19 dans les écoles et établissements. Pour rappel, SUD éducation porte depuis le printemps un plan d'urgence détaillé pour l'école.

La progression constante du nombre d'hospitalisations dues à la Covid-19 en ce début d'automne qui marque le retour des épidémies saisonnières, conjuguée à l'accélération des annonces gouvernementales en termes de mesures restrictives rendent désormais envisageables que des fermetures d'écoles ou d'établissements s'imposent pour des zones entières, au-delà des fermetures ponctuelles qui sont la norme actuellement.

### Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fedede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



Ce que l'ensemble de la communauté éducative, des parents et des élèves, redoute avant tout, c'est la fermeture des écoles et établissements. Au vu de l'incapacité du ministère à anticiper la situation, tout porte à croire que si une fermeture généralisée a lieu, ce sera dans les mêmes conditions chaotiques qu'au printemps dernier. À ce stade, le seul document de cadrage qui viendrait anticiper cela, c'est la circulaire de continuité pédagogique publiée en juillet, qui est très clairement insuffisante et ne prévoit toujours aucun moyen.

**SUD éducation demande à être reçu en urgence par le ministre pour évoquer ces questions et porter les inquiétudes et les revendications légitimes des personnels.**

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

